

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES**

---

**AOO – 20240167001000**












**MAINTENANCE DES ASCENSEURS, MONTE-MALADES,  
ASCENSEURS DE CHARGE, MONTE-CHARGES, PLATEFORMES  
ELEVATRICES POUR PERSONNES HANDICAPEES POUR LES  
HÔPITAUX HAINAUT CAMBRESIS**

---

**Etablissement support :**

**CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES**  
Pôle Services – Cellule des marchés publics  
Avenue Désandrouin – B.P. 479  
59322 VALENCIENNES Cedex

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	AOO – 20240167001000 – Maintenance des ascenseurs, monte-malades, ascenseurs de charge, monte-charges, plateformes élévatrices pour personnes handicapées pour les hôpitaux Hainaut Cambrésis
	<b>Type de contrat</b>	Accord-cadre
	<b>Nombre de lots</b>	0
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans
	<b>Clause sociale</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée (période initiale)</b>	24 mois
	<b>Reconduction</b>	Avec (2 * 1 an)
	<b>Prix</b>	Défini par prestation
	<b>Variation des prix</b>	Avec
	<b>Avance</b>	Avec

## SOMMAIRE

<u>1 - Dispositions générales de l'accord-cadre</u> .....	4
1.1 - Objet du contrat.....	4
1.2 - Décomposition de l'accord-cadre .....	4
1.3 - Type de contrat.....	4
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande .....	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires .....	5
1.6 - Respect des droits de l'homme.....	5
1.7 - Obligations environnementales.....	5
<u>2 - Pièces contractuelles</u> .....	5
<u>3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité</u> .....	6
<u>4 - Protection des données à caractère personnel</u> .....	7
<u>5 - Durée de l'accord-cadre</u> .....	7
5.1 - Période initiale .....	7
5.2 - Reconduction .....	7
<u>6 - Prix</u> .....	8
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués .....	8
6.2 - Modalités de variation des prix .....	8
<u>7 - Garanties financières</u> .....	9
<u>8 - Avance</u> .....	9
8.1 - Conditions de versement et de remboursement .....	9
8.2 - Garanties financières de l'avance .....	10
<u>9 - Modalités de règlement des comptes</u> .....	10
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
9.2 - Présentation des demandes de paiement .....	10
9.3 - Délai global de paiement .....	11
9.4 - Paiement des cotraitants .....	12
9.5 - Paiement des sous-traitants .....	12
<u>10 - Conditions d'exécution des prestations</u> .....	12
<u>11 - Constatation de l'exécution des prestations</u> .....	12
11.1 - Vérifications .....	12
11.2 - Décision après vérification.....	12
<u>12 - Garantie des prestations</u> .....	13
<u>13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle</u> .....	13
<u>14 - Pénalités</u> .....	13
<u>15 - Assurances</u> .....	14
<u>16 - Clause de réexamen</u> .....	14
16.1 - Adhésion d'un nouvel établissement .....	14
16.2 - Imprévision ou circonstances imprévues .....	15
16.3 - Evolutions technologiques et réglementaires .....	15
16.4 - Autres cas .....	15
<u>17 - Résiliation de l'accord-cadre</u> .....	18
17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre .....	18
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire .....	18
<u>18 - Règlement des litiges et langues</u> .....	18
<u>19 - Dérogations</u> .....	18

# 1 - Dispositions générales de l'accord-cadre

## 1.1 - Objet du contrat

« AOO – 20240167001000 – Maintenance des ascenseurs, monte-malades, ascenseurs de charge, monte-charges, plateformes élévatrices pour personnes handicapées pour les hôpitaux Hainaut Cambrésis »

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur. En tant qu'acheteur référent, il a en charge la passation, la signature et la notification de l'accord-cadre. Chaque établissement bénéficiaire a en charge l'exécution des prestations.

Etablissements bénéficiaires :

- CENTRE HOSPITALIER D'AVESNES-SUR-HELPE et ses annexes ;
- CENTRE HOSPITALIER DE DENAIN et ses annexes ;
- CENTRE HOSPITALIER DE FELLERIES-LIESSIES et ses annexes ;
- CENTRE HOSPITALIER DE FOURMIES et ses annexes ;
- CENTRE HOSPITALIER DE JEUMONT et ses annexes ;
- CENTRE HOSPITALIER DE LE QUESNOY et ses annexes ;
- CENTRE HOSPITALIER DE MAUBEUGE et ses annexes ;
- CENTRE HOSPITALIER DE SAINT-AMAND-LES-EAUX et ses annexes ;
- CENTRE HOSPITALIER DE VALENCIENNES et ses annexes.

---

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

## 1.2 - Décomposition de l'accord-cadre

Il n'est pas prévu de dévolution en lots séparés, celle-ci étant de nature à restreindre la concurrence ou risquant de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations (l'idée étant de préserver une cohérence technique et administrative entre les hôpitaux Hainaut Cambrésis concernant la gestion de la maintenance des ascenseurs).

## 1.3 - Type de contrat

Le présent contrat est un accord-cadre « composite » qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, comprenant une partie traitée sous la forme d'un marché ordinaire et une partie traitée sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande.

La partie « marché ordinaire », conclue à prix global et forfaitaire, concerne les prestations de maintenance relevant de la garantie totale.

La partie « accord-cadre à bons de commande », conclue à prix unitaires (sur demande de devis), concerne les prestations de maintenance curative non garantie liée au vandalisme et les opérations spécifiques.

Montant maximum de la partie « accord-cadre à bons de commande » :

Période	Montant par période d'exécution
1 (Période initiale)	400 000,00 € H.T.
2 (1 <sup>ère</sup> reconduction)	200 000,00 € H.T.
3 (2 <sup>ème</sup> reconduction)	200 000,00 € H.T.

L'accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

#### **1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande**

Pour la partie « marché ordinaire », les bons de commande sont notifiés annuellement par le pouvoir adjudicateur.

Pour la partie « accord-cadre à bons de commande », les bons de commande sont notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro de l'accord-cadre ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations ;
- Les délais de livraison des fournitures / d'exécution des prestations (date de début et de fin) ;
- Les lieux de livraison des fournitures / d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- La nature et la description des fournitures à livrer / des prestations à exécuter.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

#### **1.5 - Réalisation de prestations similaires**

Le pouvoir adjudicateur peut confier au titulaire, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre peut-être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

#### **1.6 - Respect des droits de l'humain et attention à la qualité de vie au travail**

Le pouvoir adjudicateur rappelle que le titulaire veille au respect des droits de l'humain et aux obligations qui en découlent et favorise la qualité de vie au travail. Par conséquent, le titulaire respecte le code du travail du pays où il se trouve et les règles internationales fixées par le Bureau international du travail (BIT) relatives à son secteur d'activité.

De plus, le titulaire mettra en œuvre les actions correctrices, les améliorations ou les actions préventives visant à remédier aux atteintes et aux risques d'atteinte aux droits de l'Homme au travail identifiés durant l'exécution du marché. Ces actions visent les activités de l'entreprise et de sa chaîne de fournisseurs et sous-traitants.

#### **1.7 - Obligations environnementales**

Sans objet.

## **2 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
  - Annexe n°1 : « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour les prestations de maintenance relevant de la garantie totale;
  - Annexe n°2 : « Bordereau des prix unitaires (BPU) n°1 », pour les prestations de maintenance curative non garanties liées au vandalisme ;
  - Annexe n°3 : « Bordereau des prix unitaires (BPU) n°2 », pour les opérations spécifiques ;

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - Annexe n°1 : Opérations minimales de maintenance et fréquences minimales de vérification ;
  - Annexe n°2 : Etat des matériels et pièces détachées dues au contrat ;
  - Annexe n°3 : Délais d'intervention et pénalités ;
  - Annexe n°4 : Intégration des données informatiques ;
  - Annexe n°5 : Modèle de rapport de vérification générale périodique ;
  - Annexe n°6 : Descriptif technique – Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse technique et le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre ;

Les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi. En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

Le fait de répondre à l'accord-cadre suppose l'acceptation sans aucune réserve des exigences définies dans les pièces contractuelles, de la part du titulaire.

Les conditions générales de vente (CGV) du titulaire, même imposées habituellement à sa clientèle publique ou privée que ce soit par l'insertion d'imprimés particuliers, de documents annexes ou par tout autre moyen, ne sont pas applicables et sont d'office exclues de l'accord-cadre sans qu'il ne soit nécessaire pour le pouvoir adjudicateur de prendre une décision spécifique en ce sens.

---

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais de toute modification ou évolution des normes ou réglementation relatives aux prestations définies dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) durant toute la durée de validité de l'accord-cadre et les incidences éventuelles résultant de la nouvelle réglementation.

Faute de les avoir signalées dans un délai de 2 mois suivant sa parution et/ou son entrée en vigueur, les modifications nécessaires demandées par le pouvoir adjudicateur pour mise en conformité avec la nouvelle réglementation sont à la charge du titulaire.

Ces pièces, bien que non jointes, sont réputées parfaitement connues du titulaire qui en accepte l'intégralité des dispositions à l'exclusion des clauses contractuelles y dérogeant.

### **3 - Respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité**

#### **3.1 - Rappel des obligations du titulaire**

Le présent accord-cadre confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### **3.2 - Modalités de contrôle et de sanction**

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent accord-cadre pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

## **4 - Protection des données à caractère personnel**

Les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel (RGPD).

Pour l'application de ces dispositions, il est rappelé que, dans le cadre de leurs relations contractuelles, le pouvoir adjudicateur a la qualité de "responsable du traitement", et le titulaire celle de "sous-traitant" du responsable du traitement.

Le titulaire peut donc, en cas de manquement à ses obligations en matière de protection des données, voir sa responsabilité engagée dans les conditions et limites propres à cette qualité.

Les obligations du titulaire en matière de protection des données à caractère personnel sont décrites dans l'annexe RGPD remise ce dernier à l'appui de son offre.

## **5 - Durée de l'accord-cadre / Délais d'exécution**

### **5.1 - Période initiale**

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 24 mois à compter du 01/04/2025 (ou de sa date de notification au titulaire, si celle-ci est postérieure), jusqu'au 31/03/2027.

### **5.2 - Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme, soit le 31/03/2029. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 2. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Au plus tôt, de manière anticipée :

Dans le cas où le montant maximum serait atteint avant le terme de la période considérée (la période initiale ou l'une des deux périodes de reconduction), le pouvoir adjudicateur informe par écrit le titulaire de la reconduction anticipée de l'accord-cadre. La durée maximale de l'accord-cadre sera ainsi réduite au prorata des mois anticipés.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

### **5.3 - Délais d'exécution**

Les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces contractuelles.

Une prolongation de ces délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

## **6 - Prix**

### **6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par application :

- D'un prix global et forfaitaire pour la partie « marché ordinaire » ;
- De prix unitaires (sur demande de devis) pour la partie « accord-cadre à bons de commande ».

L'unité monétaire est l'euro.

Les prix proposés comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre ainsi que tous les frais afférents à leur bonne exécution.

### **6.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois au cours duquel est survenue la notification de l'accord-cadre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement, par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$Cn = 0.15\% + 0.85\% [BT48 (n) / BT48 (o)]$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (valeur de l'index au mois de notification de l'accord-cadre ou au moment de la dernière révision).

Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.



L'index de référence, publié au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est le suivant : BT48 – Ascenseurs.

Les prix peuvent être révisés à la hausse comme à la baisse, à l'initiative du titulaire ou sur demande du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu de transmettre ses tarifs successifs (sur support informatique Excel) à la cellule des marchés publics du Centre hospitalier de Valenciennes par lettre recommandée avec accusé de réception, par courriel électronique ou via le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr/> avec un préavis de deux mois avant la date effective d'entrée en vigueur.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels après validation par le pouvoir adjudicateur. Le titulaire en est informé par courrier transmis de façon dématérialisé permettant une traçabilité.

Dans le cas contraire, les conditions précédentes seront automatiquement reconduites.

En outre, le titulaire doit systématiquement fournir, à l'appui de sa demande d'ajustement, les pièces justificatives permettant d'apprécier l'augmentation des prix.

Si la révision n'est pas demandée ou refusée, la suivante se basera sur l'augmentation résultant de la dernière révision des prix.

Clause de sauvegarde : Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application des nouveaux tarifs lorsque l'augmentation de ces tarifs est supérieure à 5 % par semestre.

## **7 - Garanties financières**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## **8 - Avance**

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG -FCS.

### **8.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement (AE).

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations réalisées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. À défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

## **8.2 - Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **9 - Modalités de règlement des comptes**

### **9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

- Fréquence de facturation : Mensuelle.

### **9.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant le pouvoir adjudicateur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- La désignation du payeur, avec l'indication du code d'identification du service chargé du paiement ;
- La date de livraison des fournitures / d'exécution des prestations ;
- La quantité et la dénomination précise des fournitures livrées / des prestations exécutées ;
- Le prix unitaire hors taxes des fournitures livrées / des prestations exécutées ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique :

<u>CH Avesnes-sur-Helpe</u> > SIRET : <b>265 906 750 00012</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>	<u>CH Denain</u> > SIRET : <b>265 906 818 00017</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>	<u>CH Felleries-Liessies</u> > SIRET : <b>265 906 842 00017</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>
<u>CH Fourmies</u> > SIRET : <b>265 906 859 00011</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>	<u>CH Jeumont</u> > SIRET : <b>265 906 909 00048</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>	<u>CH Le Quesnoy</u> > SIRET : <b>265 906 933 00121</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>
<u>CH Maubeuge</u> > SIRET : <b>265 906 958 00342</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>	<u>CH Saint-Amand-les-Eaux</u> > SIRET : <b>265 906 974 00018</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>	<u>CH Valenciennes</u> > SIRET : <b>265 906 735 00013</b> > Code service : <b>À demander à l'établissement</b> > N° d'eng. juridique : <b>20240167001000</b>

### **9.3 - Délai global de paiement**

Le paiement se fait par mandat administratif.

L'accord-cadre est financé sur le budget propre de chaque établissement bénéficiaire.

Les sommes dues au titulaire sont payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### Changement de taxes :

Il sera tenu compte au titulaire ou au pouvoir adjudicateur, dans le cadre de la réglementation économique en vigueur, des créations ou majorations et des diminutions, suspensions ou suppressions de droits et taxes intervenant pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

#### Nantissement :

Le titulaire peut donner son contrat en nantissement. Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur est habilité à donner les renseignements prévus par la réglementation en matière de nantissement et à faire mention "d'exemplaire unique" sur l'acte d'engagement (AE) de l'accord-cadre à nantir (conformément à l'article L. 2191-8 du code de la commande publique) ou à fournir un certificat de cessibilité de créance (NOTI 6).

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue dans l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

#### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

Les prestations doivent être conformes aux stipulations de l'accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre).

#### **Notification par le biais du profil d'acheteur :**

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

#### **Processus de remplacement d'une personne nommément désignée :**

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur est informé sans délai de cet empêchement et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 30 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

#### **Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :**

En vue de l'exécution du présent accord-cadre, des matériels, objets et approvisionnements sont susceptibles d'être remis par le pouvoir adjudicateur au titulaire sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 18 du CCAG-FCS.

### **11 - Constatation de l'exécution des prestations**

#### **11.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison des fournitures / de l'exécution des prestations demandées (examen sommaire), conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

#### **11.2 - Décision après vérification**

À l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

## 12 - Garantie des prestations

Cf. cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## 13 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable.

## 14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, en cas de manquement et sans mise en demeure préalable, les pénalités suivantes :

THEME	CRITERE	MONTANT DE LAPENALITE
<b>Non présentation de documents et / ou non déclaration / Absence</b>		
Rédaction de l'état des lieux d'entrée par le titulaire	Non remise du rapport sous 1 mois	50 € par jour de retard
Remise du rapport d'activité périodique	Non remise du rapport dans le mois défini	50 € par jour de retard
Information falsifiée dans les rapports d'activité	Constat par l'établissement bénéficiaire sans nécessité de LRAR	300 € par information falsifiée
Non remise du DOE conforme après travaux	Validation par l'établissement bénéficiaire	300 € par mois de retard et par ascenseur concerné (tout mois commencé est dû)
Non remise des instructions de maintenance et/ou des outils de dépannage/diagnostic	Décision de l'établissement bénéficiaire	300 € par constat
Levée de réserves des organismes de contrôle ou des observations sur la maintenance (par l'établissement bénéficiaire ou tout représentant qu'il aurait désigné)	24 heures pour la sécurité des usagers ou des intervenants  Ou  3 mois pour les autres réserves	200 € / jour de retard / réserve  Ou  50 € / jour de retard / réserve
Saisie en GMAO des interventions Inscriptions sur Registre de sécurité	Absence constatée par l'établissement bénéficiaire	50 € par écart constaté
Absence des documents pour VISA en cas de travaux	Absence constatée par l'établissement bénéficiaire	100 € / jour calendaire (tout jour commencé est dû)
Absence à une réunion de revue du contrat	Absence constatée par l'établissement bénéficiaire	200 €
Absence dans le cadre des contrôles réglementaires / Expertises	Absence constatée par l'établissement bénéficiaire	50 € / heure
<b>Sécurité</b>		
Non réalisation de l'étude de sécurité dans les 6 semaines suivant la prise d'effet du contrat de maintenance	Non transmission de la fiche de risque sous 6 semaines  Et  Absence d'affichage en local des machines	150 € / anomalie constatée
Evacuation du bâtiment rendu nécessaire par le dysfonctionnement des ascenseurs (y compris contrôles périodiques en exploitation relevant des anomalies d'entretien)	Décision de l'établissement bénéficiaire	Prise en charge des frais inhérents à ces évacuations et au relogement des personnes

Non-respect des règles élémentaires d'hygiène en milieu hospitalier	Constat de l'établissement bénéficiaire	100 € / anomalie constatée
Situation dangereuse en phase travaux selon CCTP	Constat de l'établissement bénéficiaire	Tous frais d'arrêt et de reprise des travaux pris en charge par le titulaire
Comportement d'un technicien ou d'un représentant de la société inapproprié	Constat de l'établissement bénéficiaire	100 € / anomalie constatée
<b>Interventions</b>		
Panne : délai d'intervention	Appareils prioritaires 1 : 1H Monte-charge non accompagné : 4H Elévateur de personnes : 2H Escalier mécanique : 2H Niveleur de quais : 4H	80 € par heure de retard (toute heure commencée est due)
Panne : Remise en service	Appareils prioritaires 1 : 4H	50 € / heure
	Monte-charge non accompagné : 1 jour Elévateur de personnes : 1 jour Escalier mécanique : 1 jour Niveleur de quais : 1 jour	150 € / jour calendaire (tout jour commencé est dû)
Délai maximum de déblocage de personnes en cabine	45 minutes	100 € / quart d'heure
Délai maximum de déblocage des charges en cabine	2 heures	100 € par heure de retard (toute heure commencée est due)
Défaillance prolongée au-delà des délais contractuels	Sur décision de l'établissement bénéficiaire	Intervention d'un tiers qualifié aux torts et frais exclusifs du titulaire
Retard dans le début de travaux	Planning contractuel	50 € par jour de retard
Travaux : Nombre de jours d'immobilisation dépassé	Planning contractuel	150 € par jour d'immobilisation supplémentaire
<b>Non atteinte des résultats</b>		
Taux de disponibilité	99,5%	200 € par appareil et par tranche de 0,1% en deçà de l'objectif
Nombre de réserves	Baisse du nombre de réserves de 75% tous les ans	100 € par appareil concerné

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

## 15 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 16 - Clause de réexamen

### 16.1 - Adhésion d'un nouvel établissement

Le pouvoir adjudicateur peut modifier l'accord-cadre en ajoutant des prestations supplémentaires dans les conditions des articles R. 2194-2 à R. 2194-4 du code de la commande publique.

Selon l'article L-6. 4° du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur peut modifier unilatéralement l'accord-cadre dans les conditions prévues par le code de la commande publique, sans en bouleverser l'équilibre. Le cocontractant n'a pas droit à une indemnisation.

Le Centre hospitalier de Valenciennes, établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), agit en tant que pouvoir adjudicateur du groupement.

Les établissements ne faisant pas partie du groupement de commande de l'accord-cadre mais appartenant au groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), sont susceptibles de bénéficier de l'accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur, le Centre hospitalier de Valenciennes, en qualité d'établissement support du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC), informe le titulaire de son intention de mettre en œuvre cette clause au moins trois semaines avant le début d'exécution souhaité de l'accord-cadre du nouvel établissement adhérent.

La mise en œuvre de la présente clause de réexamen fait l'objet d'un avenant qui précise la date de début d'exécution de l'accord-cadre pour le nouvel établissement concerné avec le titulaire, les produits ou services concernés avec quantités prévisionnelles et les conditions de livraison.

À l'inverse, les établissements faisant partie du groupement de commande, soit dès le lancement de la procédure, soit par le biais de la clause de réexamen ci-dessus, ont la possibilité de sortir du groupement.

Cette clause peut être mise en œuvre par le biais d'une décision unilatérale notifiée au titulaire qui fixe la date effective de sortie.

La sortie d'un établissement du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) ne donne droit à aucune compensation financière, tout comme elle n'entraîne pas la résiliation de l'accord-cadre. Le nombre minimal d'établissements présents ne peut être inférieur à un.

Les bons de commande émis avant la notification de ce retrait doivent être exécutés dans les conditions habituelles de l'accord-cadre.

L'accord-cadre peut-être transféré, par avenant, à un membre du groupement hospitalier de territoire du Hainaut-Cambrésis (GHT-HC) bénéficiant du contrat, qui devient alors pouvoir adjudicateur, en lieu et place du Centre hospitalier de Valenciennes.

## **16.2 - Imprévision ou circonstances imprévues**

### ***16.2.1 - Obligation d'information***

En cas d'évènement imprévisible et extérieur aux parties rencontré en cours d'exécution qui ne pouvait être prévu au moment de la conclusion de l'accord-cadre de par sa nature ou son ampleur, notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à cet évènement.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact de l'évènement sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à cet évènement.

### ***16.2.2 - Modalités de poursuite de l'accord-cadre***

Les parties peuvent convenir par voie d'avenant des modalités d'adaptation d'exécution de l'accord-cadre strictement nécessaires pour faire face à l'évènement imprévisible.

### ***16.2.3 - Suspension de l'accord-cadre***

En cas d'impossibilité temporaire d'exécuter l'accord-cadre du fait de l'évènement imprévisible, le pouvoir adjudicateur peut décider de suspendre l'exécution de l'accord-cadre sur décision notifiée au titulaire.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnisation.

Dans ce cadre, un accord-cadre de substitution pour la même prestation, avec un autre fournisseur, peut être conclu pour la durée de la crise dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de la crise. L'accord-cadre de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre lors de la reprise et les modalités de paiement sont définies par avenant à la fin de la période de crise.

#### ***16.2.4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution de l'accord-cadre***

Le titulaire de l'accord-cadre peut formuler une demande d'indemnisation en cas de poursuite d'exécution de l'accord-cadre. À ce titre, il doit produire des justificatifs permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale de l'accord-cadre, du fait de la poursuite de l'exécution de l'accord-cadre, dans les conditions de l'offre initiale malgré les éventuelles modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

Il doit notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'évènement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'évènement imprévisible.

Il est entendu que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur analyse le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

Le cas échéant, l'indemnisation prend la forme d'une modification provisoire des prix de l'accord-cadre, par voie d'avenant, pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier de l'accord-cadre dûment justifié. La durée de la modification est précisée dans chaque avenant.

Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliquent de nouveau.

En tout état de cause :

- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels de l'accord-cadre demeurent en vigueur dans l'attente de l'avenant signé par le pouvoir adjudicateur ;
- Le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

#### ***16.2.5 - Prolongation de l'accord-cadre***

Si le présent accord-cadre arrive à terme pendant la période de survenance de l'évènement, il peut être prolongé par voie d'avenant, au-delà de la durée de l'accord-cadre prévue dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables.

Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article L. 2125-1 du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois.

### **16.3 - Evolutions technologiques et réglementaires**

Les parties peuvent faire évoluer le contenu des prestations proposées en vue de les remplacer ou de les compléter par des prestations de performances équivalentes ou supérieures à celles proposées initialement.



Ainsi, en cas d'évolution technologique, de changement de technique ou de modification de la réglementation en cours d'exécution de l'accord-cadre, le titulaire a la possibilité, après accord du pouvoir adjudicateur, de modifier ou remplacer les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre par des prestations jugées au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins, et si possible sans supplément de prix.

Aux termes du présent article, « évolution technologique » et « changement de technique » incluent les nouvelles méthodes ou nouveaux outils similaires ou substituables à ceux définis dans l'accord-cadre et dans l'offre.

Au sens du présent article, « modification de la réglementation » signifie un changement de normes et de réglementation désignant toute création, modification ou abrogation d'un texte de nature législative, réglementaire (en ce compris doctrine de l'administration fiscale au sens de l'article L80 A du Livre des procédures fiscales) ou jurisprudentielle nationale et européenne, y compris en matière fiscale et comptable, tout changement d'interprétation des administrations compétentes ou, toute modification de norme ayant une incidence sur l'accord-cadre, incluant toute norme ou décision adoptée par l'État ou toute collectivité publique, ou toute norme ou décision applicable de l'Union européenne entrée en vigueur après la notification de l'accord-cadre.

Dès lors, lorsqu'une proposition d'évolution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre est à l'initiative du titulaire, celui-ci fournit au pouvoir adjudicateur un dossier permettant d'apprécier, d'une part, les performances techniques et les impacts financiers, d'autre part la conformité à l'objet initial de l'accord-cadre. Ce dossier est transmis au pouvoir adjudicateur par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Le dossier fourni par le titulaire à l'appui de leur demande comprend :

- Les références et caractéristiques des prestations qu'ils souhaitent remplacer, modifier ou compléter ;
- Les références et caractéristiques des prestations nouvelles ;
- Les motifs de la demande (innovation technologique, changement de technique, modification de la réglementation...) ;
- Un tableau comparatif précisant en quoi les prestations nouvelles sont au moins équivalentes, plus performantes ou plus adaptées aux besoins que les prestations actuelles ;
- Le prix fixé pour les nouvelles prestations, lequel ne peut excéder le barème des prix unitaires du titulaire applicable à l'ensemble de sa clientèle (« prix publics »).

Le présent article peut être également mis en œuvre à la demande du pouvoir adjudicateur, à la suite de demandes particulières.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier si une augmentation de prix est justifiée au regard des modifications proposées.

S'il y a refus du pouvoir adjudicateur de modifier les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre, si le titulaire n'est plus en mesure de fournir des prestations conformes, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre sans indemnité.

Les prestations citées *supra* et toute autre prestation en lien avec l'objet de l'accord-cadre et dont les besoins exprimés par le pouvoir adjudicateur sont avérés, peuvent aussi être ajoutées à l'accord-cadre dans les conditions exposées ci-dessus.

Lorsqu'une demande de modification est à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celle-ci fait l'objet d'une présentation au titulaire. Si le titulaire n'est pas en mesure de satisfaire la demande d'évolution à l'initiative du pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve le droit de résilier l'accord-cadre pour faute, dans les conditions définies par le CCAG-FCS. L'ensemble des modifications évoquées au présent article est formalisé par avenant ne peut donner lieu à une augmentation de plus de 20 % du maximum prévu dans l'accord-cadre.

## **16.4 - Autres cas**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, des modifications sont également susceptibles d'être apportées dans les hypothèses suivantes :

- Ajout dans les annexes n°1 : « Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) et n°2 : « Bordereau des prix unitaires (BPU) » à l'acte d'engagement (AE) d'une prestation non prévue initialement mais devenue nécessaire.

## **17 - Résiliation de l'accord-cadre**

### **17.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre**

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, en cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, l'accord-cadre est résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L. 627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L. 622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

## **18 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le tribunal administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **19 - Dérogations**

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS ;
- L'article 14 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 et 14.1.3 du CCAG-FCS ;
- L'article 17.1 du CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS.